

# FMI: Une ombre au tableau, le chômage des jeunes

• **Nicolas Blancher: Il faut accélérer les réformes les plus dures**

• **Aligner les taux de la TVA et élaguer les dépenses fiscales**

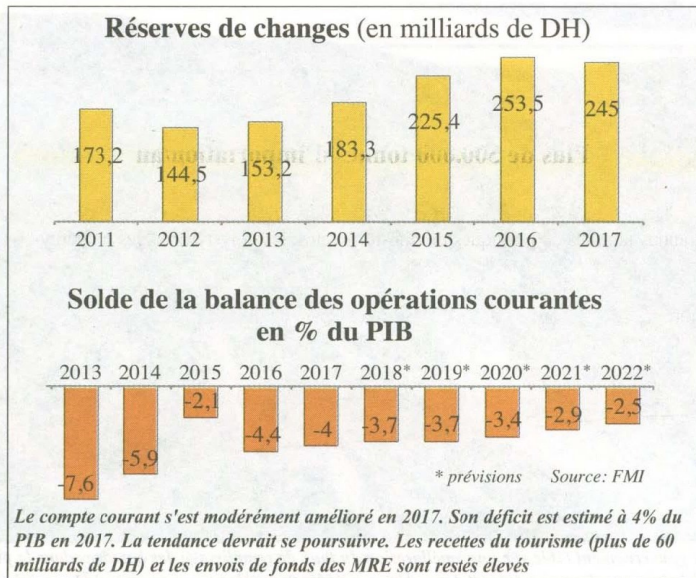
• **A 6 mois d'importations, les réserves de changes sont confortables**

**S**UR le plan budgétaire, le FMI constate le début de l'inversion de la courbe de la dette. «La poursuite de l'assainissement des finances publiques devrait aboutir pour la première fois à une stabilisation, voire une très légère décre du poids de la dette du Trésor par rapport au PIB», insiste Nicolas Blancher, chef de consultation de la mission FMI pour le Maroc en conférence-call depuis Washington.

A moyen terme, le gouvernement s'est engagé à poursuivre l'effort d'assainissement budgétaire à moins que la pression sociale -type Jerada- ne le contraigne à des dépenses extraordinaires. L'autre bonne nouvelle est que la météo de l'activité économique va continuer à s'éclaircir du fait de la reprise internationale et de la demande des ménages. En moyenne, le PIB augmenterait de 4 à 5 points de pourcentage d'ici à 2021 sous réserve que les risques géopolitiques liés aux cours du pétrole ne viennent pas contrarier ce tableau. Même s'il est élevé, ce niveau de croissance ne suffira pas à traiter le chômage structurel chez les jeunes, surtout les diplômés sans compter tous ceux (désoeuvrés) qui ont aujourd'hui décroché et auxquels il faut apporter une réponse par des politiques d'insertion.

## Vigilance sur les banques en Afrique

En langage de l'institution de Washington, la recommandation est la suivante: «augmenter la croissance potentielle et la rendre plus inclusive, en réduisant durablement le taux de chômage, en particulier chez les jeunes, en augmentant la participation des femmes au marché du travail. La réduction des disparités régionales nécessitera des mesures pour faire progresser l'éducation, la gouvernance, réformes du marché du travail, ainsi que pour améliorer l'environnement des entreprises et soutenir davantage la croissance tirée par le secteur privé». L'emploi des jeunes est l'un des domaines où le gouvernement est en échec, comme du reste ses prédécesseurs.



Si l'élection devait se jouer sur le résultat de l'emploi des jeunes, rares sont les partis qui seraient reconduits aux affaires.

Au plan structurel, les réformes engagées vont dans le bon sens mais certaines réformes-clés devraient être accélérées. Le responsable du FMI cite pêle-mêle l'environnement des affaires, l'administration, le soutien aux PME. L'éducation dont le constat d'échec est unanimement partagé doit être la priorité des priorités.

Pour le FMI, c'est le moment d'entrer dans le dur: une réforme complète pour promouvoir l'équité, la simplification et la mobilisation des recettes fiscales (y compris les mesures visant à aligner les taux de TVA réduits sur les biens et services manufacturiers, réduire les exonérations fiscales et mieux faire contribuer les professions libérales. Dans la liste également, la réforme de la fonction publique, la gestion des investissements et la remise en ordre de la gestion des finances locales et le renforcement de la surveillance financière des entreprises d'Etat.

Sur le secteur financier, le FMI considère que les banques marocaines sont solides au regard de leur «bon niveau de capitalisation», mais il faut maintenir une vigilance sur les risques adossés à la qualité des actifs sur les marchés subsahariens. Bank Al-Maghrib surveille comme de l'huile sur le feu l'exposition de trois grandes banques très actives en Afrique. Quand elle n'y déploie pas ses propres inspecteurs (pour des missions de contrôle en partenariat avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest), Bank Al-Maghrib exige un reporting régulier de l'activité sur les marchés africains. La concentration des crédits sur quelques grands comptes reste également un pourvoyeur de risque élevé. Pour limiter cette

oblige une syndication aux établissements de crédit.

Le réaménagement du régime de change du dirham est historique, réforme à laquelle le FMI a poussé depuis plus de 30 ans sans être audible. «Pour nous, l'élargissement de la bande de fluctuation du dirham à 2,5 points en pourcentage de part et d'autre n'est que le début d'un processus», assure Nicolas Blancher. Cette réforme faite sans pression (contrairement à ce qui s'est passé dans bien d'autres pays), insiste le responsable du FMI, va permettre à l'économie marocaine de mieux absorber les chocs extérieurs. Et par ricochet, de maintenir sans compétitivité, «même s'il ne s'agit pas d'une condition suffisante, mais nécessaire». Pour le FMI, le fait d'avoir fait bouger le mode de cotation du dirham après des années d'hésitation, est le signe que les autorités marocaines sont déterminées à engager d'autres réformes de fond. La bataille d'une croissance inclusive passe par là. □

Abashi SHAMAMBA